

UNE APPROCHE RENOUVELÉE

L'histoire proposée se veut donc une synthèse à partir du renouveau historiographique de ces trente dernières années. Elle fait également le choix d'un changement de perspective en considérant la dimension populaire de l'épuration, non comme un épiphénomène, le catalyseur des « excès de la foule » qui déborderait les nouvelles autorités, mais au contraire comme un mouvement antérieur au pouvoir politique s'installant à la Libération. Deux dynamiques coexistent en effet dès le début de l'Occupation. L'une, en France, souterraine mais qui s'étend, lente et silencieuse, a de très larges pans de la population occupée. L'autre, à Londres, dans les autres terres d'exil, puis à Alger et dans le reste de l'Empire au fur et à mesure des territoires qui basculent dans le camp des Alliés. C'est outre-mer que mûrissent réflexion et anticipation de ce qu'il faudra faire, mais dans un contexte éloigné des réalités concrètes de la domination nazie. Les deux façons d'envisager le châtement des traîtres se développent de façon autonome, avec des temporalités différentes dues autant aux contraintes de la clandestinité qu'à l'attente en exil. Ici on menace ou on tue, là on prépare des ordonnances. Ces dynamiques sont disjointes mais convergent dans l'impatience commune de la libération à venir, dans la nécessité d'unir les forces et se conjuguent finalement au moment de la libération des territoires dans une grande diversité de situations.

Il s'agit donc ici d'une histoire sociale de l'épuration qui relativise la prise de décision politique et privilégie l'aspiration et l'action populaire au châtement des traîtres. Dans cette perspective, soulignons l'absence volontaire dans les pages qui vont suivre des débats liés à la vie politique française, celle des partis et du « Parti » (communiste), dimension qui a longtemps occupé une position hégémonique dans les analyses qui ont été faites du phénomène. Par ailleurs, cette dimension sociale invite à sortir d'une vision nébuleuse stéréotypée d'une logique des foules, pour privilégier la compréhension des nombreux acteurs et actrices, considérer leurs motivations, leurs choix et leurs décisions, bien plus variés et conscients qu'on ne le dit souvent. Il faut pour cela prendre en compte les effets d'opinion, les biais, les perceptions subjectives mais aussi chercher à rationaliser les agissements. Il n'y a pas d'un côté des hommes réfléchis qui tentent de mettre en place une organisation du châtement raisonne de la trahison, et de l'autre des foules, aux actes irréfléchis, spontanés, dont les actions parfois décrites comme infantiles ou hystériques renvoient, autre stéréotype, au féminin.

Dans cette perspective renouvelée, le genre est une catégorie d'analyse complémentaire, indispensable à l'intelligibilité de l'événement. Les relations entre les femmes et les hommes ne sont pas seulement perturbées durant la guerre, leurs identités respectives le sont également et durablement. A la différence du conflit précédent, les notions de front et d'arrière, de civil et de militaire se trouvent profondément brouillées. Dans ce conflit et au cours de cette occupation, le front s'est déplacé jusqu'à la société civile, intégrant les femmes qui ont été confrontées à la présence allemande tandis que leur père, mari, frère ou fils étaient, pour une partie d'entre elles, en Allemagne. Non seulement les Français mâles n'avaient pas su empêcher la défaite, mais ils s'inquiétaient de ne pouvoir surveiller leurs femmes. La période de l'après-guerre qui recouvre pour l'essentiel celle de l'épuration est marquée par l'ampleur de ce réajustement des assignations traditionnelles et nous verrons ici que les relations entre hommes et femmes sont une des clés d'analyse de l'entreprise de régénération de la patrie et des mœurs, notamment des mœurs féminines.

Les nécessités du quotidien, dans lesquelles se débattent, souvent en première ligne, les Françaises ont profondément marqué la population dans son ensemble. Les tickets de rationnement ont longtemps symbolisé la dureté des temps, mais derrière eux c'est toute

l'économie du temps de guerre qui mérite que l'on s'y arrête. Longtemps négligée car peu spectaculaire, elle est un élément fondamental des lors que l'on cherche à élucider les attitudes après plusieurs années de souffrance et de privations. Des travaux importants ont ouvert ce chantier, ils montrent à la fois combien le ressort de la souffrance matérielle a pu influencer les comportements et la volonté d'en découdre et combien les profiteurs, les trafiquants, les nombreux protagonistes du marché noir, et plus largement, celles et ceux qui ont travaillé ou commerce avec l'ennemi, n'ont pas été aussi oubliés qu'on a pu le dire.

Après avoir résisté, jusqu'à la publication des travaux de Robert Paxton, à assumer la part française de l'histoire de la collaboration, de la répression et des persécutions antisémites jusqu'à la déportation, un effet de balancier historiographique en a fait presque oublier l'occupant pour y voir avant tout une guerre franco-française. Pourtant, l'épuration n'est pas seulement un phénomène national. Bien entendu parce que le contact avec l'ennemi extérieur définit la collaboration, mais aussi pour trois autres raisons que nous avons voulu intégrer ici.

Primo, a été ici pris en compte le fait que les premiers territoires passés du camp de Vichy à celui des Alliés se trouvent dans l'Empire colonial. Sans qu'ils soient occupés — à l'exception de la Tunisie et l'Indochine, selon le traité d'armistice de juin 1940 —, ces territoires et la question du châtement de leurs dirigeants qui avaient fait allégeance au maréchal Pétain y est vite posée. Elle constitue une sorte de laboratoire de ce qui devrait se passer lors de la libération ultérieure de la métropole.

Secundo, est intégré le fait souvent négligé qu'on ne juge pas seulement au nom de la trahison à la libération : devant les tribunaux militaires sont déférés non seulement des traîtres donc des Français, mais aussi des criminels de guerre étrangers car ennemis, allemands ou japonais. Du point de vue juridique, la frontière entre ces deux groupes n'est pas aussi claire qu'il y paraît, mais surtout ces jugements sont à envisager dans le processus d'épuration, en ce qu'ils participent de la volonté d'en découdre avec tous les ennemis qu'ils soient intérieurs ou extérieurs.

Tertio, la Seconde Guerre mondiale, n'est pas davantage franco-allemande que franco-française. L'Europe presque tout entière a connu les combats et dans la grande partie occupée du continent, s'est posée cette même question de savoir comment punir la trahison. L'histoire de l'épuration est une histoire européenne, pas seulement pour comparer des pratiques, établir des classements de sévérités ou d'indulgence, mais parce qu'il s'agissait de refonder un continent sur lequel le nazisme avait laissé une tache indélébile.

Ces différents éléments s'inscrivent par ailleurs dans le contexte singulier de transition de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide, situation qui biaise les enjeux de l'épuration et les brouille avec ceux de l'avenir à construire. C'est donc dans un cadre géographique élargi que nous proposons ici d'envisager l'épuration : du village au pays tout entier, jusqu'au continent et à l'Empire. Tout comme s'élargit le cadre social, dans une approche qui se veut populaire, ou « d'en bas », de l'intimité du domicile et de la famille au bureau, à l'usine ou au champ, de la rue au tribunal, des Maquis aux prisons.

L'ÉPURATION, PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE

Longtemps déterminé par sa dimension juridique, l'événement « épuration » est principalement situé dans la deuxième moitié des années 1940 : de 1942 ou 1944 à 1949 ou 1953 selon les auteurs. Globalement, des premiers textes à l'arrêt des poursuites devant les tribunaux d'épuration (c'est-à-dire de la dernière cour de justice) ou à la principale loi d'amnistie.

Pourquoi passer d'une décennie à plus d'un demi-siècle d'histoire ? En amont, tout montre que la volonté de punir celles et ceux qui collaborent avec l'envahisseur allemand se manifeste précocement. Dès l'été 1940 en effet, les premières voix, clandestines, s'expriment en ce sens. Aux voix succèdent très vite les actes qui deviennent constitutifs de la Résistance : l'épuration est d'abord une violence de guerre contre l'ennemi. Bien entendu les années 1944-1945-1946 correspondent à l'acmé du phénomène et c'est à ce moment qu'ont lieu la plupart des arrestations, des exécutions, des tontes, des procès. L'épuration est alors un mouvement social, l'objet d'un débat public intense désormais à nouveau possible avec le retour de la démocratie.

Progressivement, les priorités des Françaises et des Français évoluent, tandis que leur aspiration à des temps meilleurs et à un apaisement des tensions l'emporte sur la nécessité d'une justice implacable. Il est pourtant difficile de dater la fin de l'épuration.

Quelle limite chronologique lui donner ? Celle des derniers procès devant les juridictions d'exceptions que sont les cours de justice, en 1949 ? La dernière exécution d'un collaborateur en 1951, mais aussi cette même année, d'un criminel de guerre allemand ou japonais ? La grande loi d'amnistie de 1953 ? La libération des derniers condamnés au début des années 1980 ? Et que faire des nombreuses répliques mémorielles qui ont ponctué la deuxième moitié du XXe siècle ? Peut-on dissocier du phénomène les procès tardifs de Klaus Barbie, Paul Touvier et Maurice Papon, lesquels pour des raisons juridiques, se tiennent au nom du crime contre l'humanité ?

À l'évidence, ces scissions ultérieures sont l'expression prolongée d'un « événement élastique » pour reprendre une expression proposée par l'historien Pierre Laborie. Enfin, contrairement aux idées reçues transmises par les approches « d'en haut » de l'épuration, celle-ci n'a pas été un sujet tabou. Les Françaises et les Français au sein de leurs familles ou de leur entourage ont évoqué, parfois à mots couverts, parfois à voix haute, ce qu'a été cet événement et les traumatismes familiaux qu'il a engendrés. La presse, le cinéma, la littérature, la chanson, la télévision, se sont aussi emparés du sujet, au gré des « révélations », des enjeux politiques mais également des choix artistiques de la nécessité de dire. Aux historiens de prolonger encore ce travail d'intelligibilité du passé et à nous de proposer ici une histoire élargie, si ce n'est une nouvelle histoire de l'Épuration.